

Chronique

INTERNATIONALE

Retrait
des troupes !

Lucien Gauthier

En fin de semaine dernière, les bombardements se sont intensifiés sur la Libye. Toute une série d'installations portuaires ont été détruites, sous prétexte de neutraliser les forces navales de Kadhafi afin de protéger la population de Misrata. Ce sont donc les populations civiles des autres villes qui ont payé pour cette « intervention humanitaire ». Déjà, plusieurs centaines de milliers de Libyens sont partis se réfugier en Tunisie ou en Egypte. Le week-end dernier, le gouvernement français a fait deux annonces. Présent lors de l'investiture d'Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire, Sarkozy a annoncé que les troupes françaises resteraient stationnées dans ce pays. Le prétexte ? Protéger les ressortissants français vivant en Côte d'Ivoire.

La réalité est tout autre. D'ores

et déjà, les troupes françaises sont déployées pour assurer « l'ordre » dans le pays et permettre ainsi la mise en place du régime de Ouattara. Des responsables proches de Ouattara et des industriels étrangers se sont félicités de cette nouvelle qui va « sécuriser » le pays aux yeux

des investisseurs.

La deuxième annonce a été celle de l'envoi du porte-hélicoptères *Tonnerre* au large de la Libye.

Le gouvernement français a en effet décidé d'engager des hélicoptères de combat en Libye. Comme l'explique un militaire français, repris par la presse, on ne peut mener cette guerre sans troupes au sol.

Et un officier déclare au *Figaro* :

« Utiliser les hélicoptères du *Tonnerre*, c'est un moyen de se rapprocher du sol » (23 mai).

Et le quotidien d'ajouter que cela exige de renforcer le dispositif terrestre afin de guider les hélicoptères de combat. Pendant ce temps-là, dans le plus grand des silences, 4 000 soldats français sont toujours engagés dans de violents combats en Afghanistan. Ajoutons qu'au moment même où le gouvernement annonce des coupes drastiques pour réduire les « déficits publics », il n'a aucun mal à trouver les millions d'euros dont il a besoin pour mener ces guerres. Une exigence est commune au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes contre toute ingérence impérialiste et à la défense des droits des travailleurs en France : retrait des troupes, arrêt des bombardements !

L'événement



Photo Informations ouvrières

Régueb :
grève générale

A l'heure où toutes les discussions portent sur le possible report des élections prévues pour le 24 juillet, la population de Régueb (centre, gouvernorat de Sidi Bouzid) a décidé le lundi 23 mai de déclarer une grève générale dans toute la ville à l'exception du service des urgences de l'hôpital et des classes terminales. Cette décision, prise lors d'un rassemblement populaire à la suite d'une réunion avec une délégation ministérielle, exprime l'échec du gouvernement provisoire à contenir les revendications populaires. Le communiqué de la population de Régueb, bien qu'il insiste sur les questions du développement agricole et industriel, du chômage, d'éducation et d'infrastructure, dénonce l'échec gouvernemental et appelle à poursuivre et à juger les criminels qui ont assassiné ses martyrs. La population de Régueb annonce qu'elle ne se limitera pas à la grève générale du 24 mai. Elle menace de désobéissance civile si ses revendications ne sont pas exécutées.

Tandis que se poursuivent les mobilisations ouvrières, les contradictions au sommet s'amplifient sur la date des élections à la Constituante.

Tunisie :
le face-à-face

Correspondant

Le 22 mai, le Comité de la haute résistance s'est prononcé pour le report des élections à l'Assemblée constituante. Mais le Conseil des ministres du 24 mai s'est prononcé pour le maintien de la date du 24 juillet. Le décret du *Journal officiel* n'est toujours pas paru. Apparemment, des conflits déchirent les différentes fractions du régime liées au gouvernement français ou américain. Ben Achour, responsable de la Haute Instance chargée de préparer ces élections, l'avait lui-même reconnu : le gouvernement entendait préparer des élections présidentielles et législatives. C'est la mobilisation du peuple qui avait contraint à convoquer, pour le 24 juillet, l'Assemblée constituante. Mais le pouvoir en place, avec la collaboration des différents partis d'opposition et d'instances constituées depuis le 14 janvier, cherche à contenir la révolution. Il a cherché, en favorisant la multiplication des partis (69 aujourd'hui, dont 20 issus du RCD) à transformer cette élection en législatives dans le cadre du régime « rénové ». La poursuite et l'approfondissement du processus révolutionnaire l'ont poussé, ces dernières semaines, à faire refluer la mobilisation : déploiement policier et représ-

sion des manifestations, bandes d'hommes armés s'attaquant aux manifestants, aux syndicalistes, aux locaux des comités. Puis, finalement, le gouvernement annonce le report des élections, tandis que les « négociations » avec l'Union européenne se poursuivent. Mais les agents et les employés des télécommunications, qui sont en grève sur tous les sites de Tunisie Télécom, remettent en question la politique suivie depuis la signature des accords d'association en 1995 avec l'Union européenne. Réunis le 17 mai dans les locaux de l'UGTT, les délégués des télécoms des 24 régions du pays ont décidé :

— De prolonger la grève jusqu'à la mise en application des accords du 9 février 2011 et sans préalable ni conditions.

— D'organiser un rassemblement national à la Kasbah, devant le siège du Premier ministre, auquel participeront toutes les régions, pour faire entendre au gouvernement la colère des agents des télécommunications pour son non-respect de son engagement à ordonner l'exécution des accords du 9 février 2011, engagement pris le 24 février 2011.

— D'exiger du directeur d'écarter de toutes responsabilités au sein de Tunisie Télécom les contractuels qui bénéficient de salaires qui dépassent l'imagination et de désigner leurs remplaçants dans leurs attributions. En effet, certains cadres supérieurs, la plupart du temps étrangers, touchent, au sein de Tunisie Télécom, qui est une entreprise privatisée, des salaires de l'ordre de 20 000

à 30 000 dollars mensuels, alors que les salaires moyens n'excèdent pas les 300-400 dinars tunisiens.

C'est pourquoi, touchant du doigt la racine même du cadre politique qui autorise et légalise une telle exploitation, les délégués des 24 régions de la fédération des télécommunications de l'UGTT concluent leur appel par l'exigence de la « nationalisation du bien de notre peuple ».

La mobilisation et l'occupation des locaux du secrétariat d'Etat des Télécommunications, depuis le 18 mai, ont abouti à la démission du secrétaire d'Etat.

La grève générale de la ville de Monastir, appuyant la mobilisation des agents et employés de l'aéroport international de Monastir, qui exigeaient la rupture du contrat de privatisation de l'aéroport et son retour sous la tutelle de l'administration de l'aviation civile, comme la grève des agents et employés de Tunisie Télécom aujourd'hui, formulent la même revendication : la nationalisation des biens du peuple tunisien.

C'est-à-dire la rupture du cadre politique qui organise et légalise toutes les privatisations d'entreprises depuis 1995 et la signature de l'accord d'association entre le gouvernement Ben Ali-Ghannouchi et l'Union européenne.

Question qui sera de plus en plus au centre des mobilisations ouvrières et qui constituera sans nul doute une des questions clés de la bataille pour l'Assemblée constituante souveraine.

Grève des agents et employés de Tunisie Télécom : la fédération des PTT de l'UGTT se prononce pour la renationalisation

Quelle représentativité pour la révolution tunisienne ?

Correspondant

● Les comités des quartiers :

Les premiers comités ont vu le jour à Kasserine et à Thala. Des villes qui ont pu obliger les forces de l'ordre à se retirer. Après le 14 janvier, la police de Ben Ali a laissé place au chaos. Plusieurs prisons ont été forcées à libérer leurs prisonniers. Des snipers et des milices armées terrorisaient la population. Durant plusieurs semaines, ces comités ont assuré la sécurité des citoyens. Début mai, des embryons de comités d'autodéfense se sont formés à Tunis, à Gafsa et à Sidi Bouzid pour faire face aux attaques des milices et des sbires parfois en uniforme.

● Les comités (régionaux et locaux) de protection de la révolution :

C'est au sein des locaux de l'UGTT, au lendemain de la chute de Ben Ali, que ces comités sont spontanément nés. Ils ont regroupé des jeunes, des chômeurs, des avocats, des syndicalistes, tous ceux qui avaient réellement contribué à la révolution. Ils étaient également les premiers à avoir cristallisé, indépendamment des appareils politiques, les revendications des masses dans le mot d'ordre d'« Assemblée constituante ».

● Front du 14 janvier :

Un front regroupant plusieurs partis politiques, certains de longue date, d'autres créés à l'occasion, appelle principalement à l'élection d'une Assemblée constituante.

● Le Conseil national de protection de la révolution :

Quatre semaines après le 14 janvier, des partis politiques de gauche, de l'extrême

gauche, du centre, des libéraux, des islamistes, des baathistes, des panarabistes, des représentants de la société civile, la centrale syndicale et tous les membres du Front du 14 janvier se sont regroupés pour « protéger la révolution ». Pour mieux s'entendre, ils ont évité de se prononcer sur la première tâche que la révolution s'était fixée après la fuite de Ben Ali : dehors le gouvernement Ghannouchi ! Leurs revendications se sont limitées à la gouvernance. Le principal absent dans ce cadre sont les comités régionaux et locaux de protection de la révolution.

● La Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique :

Le premier sit-in d'El Kasbah (le parvis du siège du Premier ministre) a affaibli Ghannouchi, le Premier ministre provisoire qui était Premier ministre de Ben Ali durant onze ans.

Le deuxième sit-in d'El Kasbah n'a pu être levé qu'après sa démission. A la mi-mars, Foued Mebazaa, président intérimaire, annonce sa feuille de route : suspension de la Constitution, dissolution du Parlement et élection de l'Assemblée constituante prévue pour le 24 juillet.

Pour réaliser ces objectifs, il a été décrété la constitution de cette instance, qui regroupe des partis politiques, des syndicats, des organisations, des représentants régionaux et des « personnalités nationales ». Malgré son rôle purement consultatif et bien qu'elle soit le fer de lance de toute la politique de Béji Caïd Essebsi, le Premier ministre provisoire, cette instance est le fruit de réflexion de l'Ifes, la prestigieuse Foundation for Electoral Systems, basée à Washington. ■

REPÈRES

Paroles d'ouvriers tunisiens (1)

“L'Etat appelle ça investissement, alors que c'est du colonialisme”

« L'Etat appelle ça investissement, alors que c'est du colonialisme. Ils nous exploitent contre un faible salaire et ne reconnaissent ni nos droits ni notre sécurité. Nous travaillons dans des conditions qui ne respectent ni les normes de la sécurité professionnelle, ni les normes de l'hygiène. Les heures de travail au milieu des produits chimiques rongent nos corps et les responsables restent indifférents », dit le jeune Walid Brahem, licencié d'une usine italienne après la révolution.

“Ils nous exploitent”

« Le travail est censé être basé sur des relations solides et fiables, mais ils (les patrons des sociétés étrangères — NDLR) exercent la prépondérance et nous exploitent. Ils ne reconnaissent pas le principe du dialogue et ne respectent pas les lois qui organisent leur secteur (...). Après quatre ans dans une usine, ils se débarrassent de l'ouvrier. Certains, qui ont plus qu'une usine, envoient le travailleur dans une autre usine pour y travailler encore quatre ans. L'ouvrier est constamment muté pour un salaire presque au noir et sans aucune garantie. » C'est ce que dit la jeune ouvrière Meriem Kouki.



“Nous passons de longues années à travailler”

« Nous passons de longues années à travailler dans les usines étrangères, mais nous ne récoltons que l'épuisement, les maladies, l'invalidité et les accidents du travail. C'est un tribut que nous payons gratuitement et sans compensation. Et souvent, ils bafouent nos droits et nous nous trouvons dans l'incapacité de les faire valoir », dit aussi la jeune ouvrière Amel Sghiri.

Telles sont les conditions, couramment observées, imposées aux ouvriers par les patrons des usines étrangères, qui, en plus de payer des salaires de misère, de ne respecter ni les règles d'hygiène et de sécurité ni le droit du travail, bénéficient de tous les avantages fiscaux et de toutes les facilités à l'exportation, grâce aux accords d'association signés entre l'Etat tunisien et l'Union européenne.

La “transition démocratique”

En recommandant la « transition démocratique » et en ouvrant toutes grandes les portes du crédit et de l'endettement au gouvernement Caïd Essebsi, c'est ce cadre politique que l'Union européenne comme les Etats-Unis veulent à tout prix préserver.

(1) Source : le journal électronique attounissia.com

Moyen-Orient

ANALYSE

Le discours d'Obama sur le nouveau Moyen-Orient

François Lazar

Le journal libanais As Safir

A la suite du dernier discours de Barack Obama, le 19 mai dernier, entièrement tourné vers les pays arabes et l'Etat d'Israël, le journal libanais *As Safir* titrait : « Obama achète financièrement les révolutions arabes et les confisque politiquement ». Il s'agit là cependant d'un objectif dont la réalisation impliquerait d'écraser le processus révolutionnaire. Entre le président américain et les populations en révolte, le courant ne passe pas.

Le quotidien international en langue arabe Asharq al Aousat

Le quotidien international en langue arabe *Asharq al Aousat*, daté du 20 mai, donnait ainsi la parole à un militant égyptien qui s'exprimait de la manière suivante : « Je ne comprends pas la raison pour laquelle Obama glorifie les révoltes arabes dans la mesure où son administration, comme les précédentes, ont supporté les régimes dictatoriaux au Moyen-Orient toutes ces dernières années (...). Nous disons à Obama : va et joue un autre jeu... Et nous croyons que ce discours vient comme une

tentative de briser l'isolement d'Israël. »

Pour Al Qods al Arabi

Pour *Al Qods al Arabi*, « Obama n'a rien de neuf à offrir (...). Le discours prononcé par Obama sur les transformations au Moyen-Orient était rempli de promesses relatives au support des réformes économiques en Egypte et en Tunisie. Il a également annoncé la fin imminente du régime du libyen Kadhafi et adressé un avertissement au président syrien Bachar al-Assad concernant la nécessité pour lui de choisir entre une réforme démocratique et son départ du pouvoir (...). Nous avions déjà entendu la même chose il y a deux ans lorsque Obama nous promettait une nouvelle politique étrangère américaine fondée sur la justice (...) et la constitution d'un Etat palestinien, et l'interruption complète des implantations israéliennes », qui n'ont fait que s'aggraver depuis.

Après avoir soutenu des régimes dictatoriaux, Obama prétend vouloir aider les mêmes pays à réaliser leur « transition démocratique ».

Derrière cette opération, l'administration américaine cherche surtout à reprendre pied, affirmer qu'elle est toujours aux commandes et meilleure garante du maintien en place des accords passés (accords d'asso-

ciation avec l'Union européenne, plans d'ajustement structurel du FMI).

Par son discours, Obama veut réaffirmer la puissance américaine, y compris en cherchant à imposer à Israël des compromis. Dans le même discours, Obama a fait part de son objectif de voir se constituer un « Etat palestinien » aux côtés d'Israël, dans les frontières de la Cisjordanie.

Le journal Haaretz (21 mai)

Dans le même temps, le journal *Haaretz* (21 mai) indiquait que, selon le dirigeant israélien Ehud Barak, « les différences de vues entre les Etats-Unis et Israël sont plus petites qu'il n'y paraît » à propos de la reprise de « négociations » sur les frontières du futur « Etat », dont on sait qu'il ne sera rien d'autre qu'une vaste zone économique spéciale.

La résistance du peuple palestinien, notamment en rappelant, depuis plus de soixante ans, qu'il n'y aura pas de solution démocratique dans la région sans la réalisation de la revendication du droit au retour des réfugiés et de leurs descendants, demeure un exemple et un symbole de détermination pour les peuples de la région.

La période actuelle n'a fait que renforcer cette solidarité, et c'est à cette résistance que se heurte la politique américaine. ■

ÉGYPTE

Les Etats-Unis contre les nationalisations exigées par les travailleurs égyptiens

Dans son discours destiné aux peuples arabes, Barack Obama a déclaré, à propos de l'Egypte : « Tout d'abord, nous avons demandé à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international de présenter au sommet du G 8, la semaine prochaine, un plan sur ce qu'il faut faire pour stabiliser et moderniser les économies tunisienne et égyptienne (...). Deuxièmement, (...), nous allégerons à concurrence d'un milliard de dollars la dette (de l'Egypte) (...). Troisièmement, nous œuvrons avec le Congrès pour créer des fonds d'entreprise aux fins d'investissements (...). Ceux-ci seront calqués sur les fonds qui ont appuyé les transitions en Europe de l'Est après la chute du Mur de Berlin. »

● Une mission du Fonds monétaire international (FMI) est d'ores et déjà arrivée au Caire cette semaine pour examiner la demande du gouvernement égyptien d'un prêt de 12 milliards de dollars.

Le régime Moubarak — sous la direction du FMI — n'a-t-il pas privatisé, dès le début des années 1990, des centaines d'entreprises nationales ? A l'usine textile de Shebeen Al-Kom, cédée en 2007 à un groupe indonésien, par exemple, plus de 4 000 travailleurs ont été licenciés. Aujourd'hui, les ouvriers réclament sa renationalisation.

Répondant à la question d'un journaliste sur l'incidence que pourrait avoir « l'appétit crois-

sant de l'Egypte pour les nationalisations et le secteur public sur la politique américaine d'aide financière à l'Egypte », l'ambassadrice des Etats-Unis au Caire, Margaret Scobey, a déclaré, lors d'une conférence de presse tenue le 21 mai : « Un retour à la nationalisation sera un énorme frein à l'investissement. Le secteur public ne peut résoudre les problèmes. L'histoire prouve que la privatisation a été très saine et utile, et a aidé de nombreux pays à se transformer en démocraties (...). Je pense qu'il est peu probable qu'un secteur public ayant la haute main serait la voie à suivre. Au contraire, le marché libre et le secteur privé offrent aux gens des moyens de travail innovants. »

● La création de fonds calqués sur ceux qui ont appuyé les transitions en Europe de l'Est après la chute du Mur de Berlin.

Comment ne pas rappeler que les millions de dollars accordés dans le cadre du Support East European Democracy Act of 1989 pour aider à l'instauration du marché libre ont servi à la privatisation de secteurs rentables et à la liquidation de tous les autres ? Des usines sidérurgiques, des mines et des entreprises par centaines ont été fermées pour des raisons économiques.

● L'annonce d'Obama d'alléger la dette d'un milliard de dollars vient un mois après qu'une délégation officielle égyptienne s'est rendue à Washington pour de-

mander d'examiner l'exonération totale de 3,6 milliards de dollars que l'Egypte doit aux Etats-Unis.

« Un milliard de dollars, ce n'est rien, nous attendions l'annulation totale de la dette », déplore Nadia Belhaj, économiste senior au Forum de recherche économique, au Caire. De plus, « une conversion de la dette ce n'est pas identique. Cela implique des conditions (...) et cela signifie que l'Egypte doit se conformer aux conditions dictées par les Etats-Unis en termes de programmes de développement, et que ces politiques économiques doivent être adoptées par le pays. »

● Lundi 23 mai, une réelle montée de fièvre s'est exprimée contre le Conseil suprême des forces armées qui dirige le pays. De nombreux groupes de jeunes sont révoltés par la répression qui les frappe et par la poursuite des arrestations et des condamnations de civils devant les tribunaux militaires, alors même que les procès de certains dirigeants corrompus sont suspendus ou renvoyés à plus tard. Ils sont de plus en plus nombreux à s'interroger sur le rôle de l'armée.

L'idée que la chute de Moubarak ne signifie pas que le régime est tombé s'exprime ouvertement. Un appel à une « marche de la colère » a été lancé pour vendredi 27 mai.

Espagne

Sous la lame de fond de la mobilisation de la jeunesse

Défaite historique du Parti socialiste aux élections locales

Andreu Camps

Deux événements ont marqué cette fin de semaine en Espagne : les rassemblements de milliers de jeunes, dans une centaine de villes de tout le pays, qui exigent du travail, « une véritable démocratie », mettant en cause les brutales mesures d'austérité mises en œuvre par le gouvernement Zapatero (PSOE), et la déroute du PSOE aux élections municipales et régionales dans les 8 200 communes du pays et dans 13 des 17 régions de l'Etat.



Photo AFP

LA JEUNESSE DIT NON AUX MESURES D'AUSTÉRITÉ IMPOSÉES PAR LE FMI ET L'UNION EUROPÉENNE

Le 15 mai 2011, à Madrid et dans presque toutes les grandes villes du pays, des rassemblements de jeunes ont eu lieu à l'appel d'associations qui déclarent combattre pour un changement politique et social.

Une véritable explosion sociale en marge de la campagne officielle des partis qui, d'un seul coup, d'un bout à l'autre de l'échiquier politique, disent soutenir les revendications de ces jeunes. Quelle est la cause de ce soulèvement ? Dans un pays où les chiffres officiels du chômage atteignent déjà 21 %, 45 % des jeunes de 15 à 25 ans sont sans emploi. Et pourtant, c'est la génération la plus formée et la plus qualifiée qu'ait connue l'Espagne. C'est un véritable désastre, produit direct de l'application, depuis vingt-cinq ans, de la politique de l'Union européenne et sous l'actuel gouvernement du « socialiste » Zapatero.

Les responsables des grandes confédérations syndicales, CCOO et UGT, disent qu'ils comptent moins de 7 % d'adhérents de moins de 30 ans et que, ces deux dernières années, des dizaines de milliers de jeunes ont quitté les syndicats. Quelle en est la cause, sinon la politique d'accompagnement des mesures gouvernementales suivie par les directions des deux centrales syndicales ? Que certains cherchent à partir de là à détacher la jeunesse de la classe ouvrière et même à donner à ces mobilisations une tonalité anti-syndicale, cela ne fait aucun doute. Mais la responsabilité des principaux dirigeants syndicaux qui ont soutenu

Entendu dans les manifestations

Dans ces rassemblements, beaucoup de jeunes, mais aussi des salariés, des chômeurs, des fonctionnaires ou des retraités, qui réclament « une vraie démocratie, maintenant ».

« Nous en avons assez du chômage, de la corruption des politiques. C'est toujours pareil. Je suis sans travail et je ne vois pas comment je vais en avoir un bientôt », explique un chômeur de 25 ans.

« Leur crise n'est pas la nôtre, ce n'est pas au peuple de la payer », « Ils appellent cela démocratie, mais cela ne l'est pas », proclament slogans et pancartes.

Une fonctionnaire, dont le salaire a été diminué de 5 % par décret de Zapatero, comme celui de tous les fonctionnaires en Espagne, explique : « Ce qui me préoccupe vraiment, c'est l'avenir de nos enfants et de nos jeunes. »

A la veille des élections municipales, beaucoup se disent déçus et révoltés. « Pourquoi voter ? Tous font la même chose. Ils promettent et ne font rien », déclare un employé de station-service âgé de 29 ans.

les contre-réformes est totale. Ce qu'appelle en fait ce soulèvement, c'est au contraire l'alliance entre les travailleurs et la jeunesse pour exiger le retrait du plan d'ajustement imposé par le FMI et le capital financier, et exiger des responsables syndicaux le retrait de leur signature du pacte contre les retraites, ce qui peut ouvrir une issue positive à l'ensemble des travailleurs et des jeunes de l'Etat espagnol. ■

PORTUGAL

A l'appel de la CGTP, des manifestations ont eu lieu le 19 mai à Lisbonne et à Porto contre le plan de la "troïka"

Correspondants

A l'appel de la CGTP, syndicat majoritaire des travailleurs portugais, des milliers de manifestants ont défilé dans les deux principales villes du Portugal, Lisbonne et Porto, contre le plan de la « troïka » (Union européenne, FMI, Banque centrale européenne). L'appel à manifester, lancé par la CGTP, disait : « Non à l'accord ! », c'est-à-dire non à l'accord entre la troïka et le gouvernement du « socialiste » Socrates, ratifié également par les deux prin-

cipaux partis de la bourgeoisie, le PSD et le CDS.

La CGTP accuse notamment la mise en application de cet « accord » qui ferait régresser de dix ans la production de richesses au Portugal. La centrale syndicale explique également que sur les 78 milliards du plan dit « de sauvetage » de la Banque centrale européenne et du FMI, 30 milliards seraient consacrés au paiement des intérêts de la dette. Autrement dit, à nourrir la spéculation.

Dans les manifestations s'exprimait une contradiction entre la volonté et

les aspirations des travailleurs et des jeunes présents, qui exigeaient le retrait pur et simple du plan, et la conclusion de la déclaration de la CGTP, qui appelait à... « renégocier » la dette.

Cette contradiction traverse aujourd'hui tout le mouvement ouvrier portugais de haut en bas, à la veille des élections législatives du 5 juin, alors même que les institutions internationales exigent que, quelle que soit la majorité issue de ces élections, elle s'engage par avance à mettre ce plan en application. ■



Photo AFP

Grèce : manifestation d'employés municipaux "contre les 40 heures de la rigueur"

Plusieurs milliers d'employés des crèches municipales ont manifesté à Athènes. Déjà mobilisés depuis plusieurs semaines contre des réductions de postes, les employés des crèches protestaient cette fois contre leur passage prévu à 40 heures par semaine, contre 35 heures actuellement dans leur secteur, explique un de leurs représentants syndicaux. En voie d'adoption au Parlement en vue d'une application « immédiate », selon le ministre de l'Intérieur, la mesure, prise dans le cadre de la cure d'austérité administrée au pays, allonge de 2,5 heures l'horaire hebdomadaire pour l'ensemble des fonctionnaires. Leur centrale syndicale, Adedy, appelle à la mobilisation contre d'autres réformes prévues : la première homogénéise vers le bas la grille des salaires ; la deuxième ouvre la voie à des licenciements jusque-là toujours catégoriquement exclus.

Pour imposer un nouveau train de mesures d'austérité, le gouvernement "socialiste" de Papandréou lance un appel à l'opposition

Le gouvernement « socialiste » grec propose à l'opposition de droite un rassemblement d'union nationale autour des réformes structurelles exigées par le FMI, la Banque centrale européenne et l'Union européenne.

« Nous invitons le principal parti d'opposition (la Nouvelle Démocratie — NDLR) à une discussion afin d'établir le cadre et le plan de travail pour aboutir aux grands changements nécessaires », a déclaré le ministre des Finances, Georges Papaconstantinou, lors d'un colloque financier tenu près d'Athènes. Le gouvernement s'apprête à annoncer un nouveau train de mesures d'austérité supplémentaires passant par des augmentations d'impôts et des réductions de dépenses « destinées à réduire de six milliards d'euros supplémentaires le déficit », a déclaré le ministre.

Outre la fonction publique, le gouvernement va de nouveau s'attaquer à une réforme du système de santé, en précisant que le programme s'étalera au-delà du mandat de l'actuel Premier ministre, Georges Papandréou, en octobre

2013, et cela quel que soit son successeur, selon les exigences des créanciers du pays, Union européenne et FMI.

Parmi les mesures annoncées : le non-remplacement des fonctionnaires quittant la fonction publique. Déjà, à la suite des précédents plans, un sur cinq seulement partant en retraite était remplacé.

« Il y aura ainsi une réduction de 150 000 fonctionnaires au cours des années à venir », a déclaré Papaconstantinou.

ON BRADE !

Autre mesure phare : les privatisations. L'objectif du gouvernement grec est d'engranger 50 milliards d'euros de recettes de privatisations d'ici à 2015. Tout doit y passer.

Ordre a été donné à toutes les structures de gouvernement et à toutes les collectivités locales de fournir une évaluation précise de leur patrimoine.

On brade ! Comme ils l'ont fait au Portugal, le FMI et l'Union européenne ont fortement encouragé les partis grecs à « établir entre eux un solide consensus autour de ces réformes ». ■

Nomination de nouveaux "conseillers aux privatisations"

Le gouvernement grec a annoncé, mercredi 18 mai, qu'il avait nommé des conseillers pour la cession au privé d'une série d'organismes publics privatisables. Pour les concessions des autoroutes grecques, le gouvernement a nommé Ernst & Young, Rothschild & Sons et Barclays Bank PLC, et pour l'industrie grecque des véhicules (Elvo), la Société générale et sa filiale grecque Géniki Finance SA. Quant à « la mise en valeur de l'immobilier de l'Etat » (euphémisme pour ne pas dire « bradage de la propriété publique »), le gouvernement prévoit « la création de sociétés pour répertorier l'immobilier appartenant à des ministères et définir leur statut juridique ». Une dizaine de banques ont été nommées pour procéder à l'exploitation de cet immobilier public.